



# BRÈVES NUMÉRIQUES

## Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres  
18 novembre au 18 décembre 2024

## Sommaire

### Fait marquant

- L'*Ofcom* a publié ses premiers codes de pratique en prévision de l'application de l'*Online Safety Act*

### Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni et le Qatar renforcent leur coopération sur les sciences et les technologies
- Le gouvernement écossais bannit les applications de messagerie non professionnelles des téléphones de ses agents

### Télécommunications et réseaux

- L'Autorité de la concurrence britannique a approuvé la fusion entre *Vodafone* et *Three*
- Un accord a été conclu entre le gouvernement et les entreprises télécoms afin de renforcer la protection des personnes vulnérables utilisant des alarmes de sécurité

### Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement lance une consultation pour développer un cadre juridique sur l'IA et les droits d'auteur
- La deuxième édition du Prix de Manchester, soutenant les innovations pour la décarbonation, a été lancée
- La Secrétaire d'Etat britannique à l'économie numérique et à la sécurité en ligne s'est exprimée lors de la Conférence sur l'IA de l'Organisation Mondiale du Commerce
- Le Royaume-Uni annonce la création d'un nouveau laboratoire de recherche sur la sécurité de l'IA lors de la Conférence de l'OTAN sur la cyberdéfense
- 5 technologies innovantes ont été sélectionnées pour un projet pilote sur la réglementation des dispositifs médicaux utilisant l'IA

## Cybersécurité

- Le deuxième dialogue Cyber Royaume-Uni – Union européenne s'est tenu les 5 et 6 décembre

## Spatial

- Un nouveau radar satellite soutenu par le Royaume-Uni a été lancé dans l'espace
- *Orbex* suspend son projet de construction de port spatial en Ecosse

## Nouvelles technologies

- L'accord de coopération Royaume-Uni – Danemark signé en avril 2024 a été rendu public

## Ecosystème tech

- Un système d'IA utilisé pour détecter les fraudes aux prestations sociales au Royaume-Uni serait biaisé
- *Cykel AI* développe deux nouveaux travailleurs numériques autonomes
- Le personnel de l'Alan Turing Institute a exprimé sa défiance à l'égard de l'équipe dirigeante

## Fait marquant :

### L'Ofcom a publié ses premiers codes de pratique en prévision de l'application de l'*Online Safety Act*

Dans le cadre de l'application de l'*Online Safety Act*, la réglementation britannique sur la sécurité en ligne adoptée en 2023, l'Autorité de régulation des services de communication (*Ofcom*) a publié le 16 décembre la [première version de son code de pratique](#). Ce guide responsabilise les entreprises technologiques opérant au Royaume-Uni en matière de sécurité, en leur fixant des exigences de modération des contenus, de signalement et de tests de sécurité.

Les entreprises concernées disposent à présent de 3 mois pour effectuer les « évaluations des risques de dommages illégaux » (*illegal harms risk assessments*), censées déterminer le risque que leurs utilisateurs diffusent des contenus préjudiciables sur leurs plateformes. Elles devront par la suite mettre en œuvre les 40 mesures de sécurité définies par l'*Ofcom* pour les atténuer. L'Autorité de régulation pourra infliger des amendes aux entreprises ne se soumettant pas à ces règles, voire même bloquer l'accès à leurs sites.

Le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle a insisté sur la [volonté du gouvernement travailliste](#) de lutter contre les préjudices tels que la haine, la fraude, les incitations au suicide ou la diffusion de contenus inappropriés pour les enfants. Peter Kyle a d'ailleurs présenté le 20 novembre les [priorités stratégiques que devra suivre l'Ofcom](#). Parmi elles, figurent l'intégration de garanties de sécurité dès la conception des produits connectés (« safety by design »), le respect par les plateformes de principes tels que la transparence et la responsabilisation, et le développement d'une approche « agile » de la réglementation. Défendre l'inclusivité et la résilience du monde numérique, ainsi que favoriser l'innovation, font également partie des priorités fixées par le Ministre.

Par ailleurs, de nombreuses publications de l'*Ofcom* sont attendues en 2025, notamment ses orientations finales sur la vérification de l'âge pour les sites pornographiques en janvier, son projet de lignes directrices sur la protection des femmes et des jeunes filles en février, avant de présenter des mesures supplémentaires pour la protection des enfants contre les contenus encourageant au suicide, à l'automutilation, et aux troubles de l'alimentation.

## Economie numérique et régulation

### Le Royaume-Uni et le Qatar renforcent leur coopération sur les sciences et les technologies

Dans le cadre de la Visite de l'Emir du Qatar à Londres le 4 décembre dernier, le Royaume-Uni et le Qatar ont signé une [déclaration commune](#), définissant un cadre de coopération ambitieux basé sur les priorités définies en 2010. Développer un partenariat économique élargi axé sur la croissance et la modernisation fait partie de l'une des 4 priorités fixées par la déclaration. Dans ce cadre, le Premier ministre britannique et l'Emir du Qatar se sont accordés sur le lancement d'une Commission de recherche commune sur l'IA entre la Queen Mary University, l'Alan Turing Institute, et l'Hamad bin Khalifa University au Qatar. De même, le dialogue stratégique existant entre le Royaume-Uni et le Qatar devrait être renforcé par un nouveau pilier sur la science et la technologie.

### Le gouvernement écossais bannit les applications de messagerie non professionnelles des téléphones de ses agents

Le gouvernement écossais a annoncé le 17 décembre [l'interdiction d'utilisation de toutes les « applications de messagerie mobile non professionnelles »](#) sur les téléphones professionnels de ses agents. Ainsi, toutes les applications qui ne sont pas utilisées pour les communications officielles du gouvernement, tels que WhatsApp, Signal, Facebook et Messenger, seront interdites. Cette décision intervient à la suite d'une enquête officielle sur l'utilisation de ces outils par le personnel politique et de l'administration, après les scandales qui ont éclaté durant la pandémie.

## Télécommunications et réseaux

### L'Autorité de la concurrence britannique a approuvé la fusion entre Vodafone et Three

18 mois après l'annonce du projet de fusion, la *Competition and Markets Authority* (CMA), a finalement [approuvé l'opération entre les deux opérateurs](#), Three UK (détenu par le conglomérat hong-kongais CK Hutchison) et Vodafone, pour une valeur estimée à 16,5 Mds£. Le nouvel opérateur deviendra ainsi le 1er opérateur mobile au Royaume-Uni et le pays passe donc désormais à seulement trois opérateurs de téléphonie mobile (les deux autres étant O2 de Virgin et EE de BT).

Vodafone détiendrait 51 % de la nouvelle entité avec la possibilité d'acquérir la part de CK Hutchison après 3 ans. En contrepartie de cette autorisation, les entreprises devront signer un engagement à (i) investir 11 Mds£ dans le réseau de 5G britannique au cours des 8 prochaines années – alors que le RU est en retard dans son développement (ii) mettre en place des mesures protégeant l'intérêt des consommateurs comme le plafonnement de certaines de leurs offres et l'accès à des contrats équitables aux opérateurs virtuels qui s'appuieront sur leurs antennes (« *behavioural remedies* » que la CMA se refusait à utiliser).

L'Autorité de la concurrence britannique a jugé que si les investissements promis étaient réalisés, la fusion permettrait de stimuler la croissance à long -terme et d'améliorer la qualité du réseau mobile au Royaume-Uni. Par ailleurs, la *CMA* a estimé que des mesures de protection des consommateurs seront nécessaires pendant au moins trois ans, avant que les avantages concurrentiels ne se fassent ressentir sur le prix des abonnements.

*Vodafone* et *Three* présenteront un plan de réseau commun dans les mois à venir, qui définira la mise à niveau prévue des infrastructures dans les 8 prochaines années, et devront publier un rapport annuel décrivant les progrès réalisés. Les actions de *Vodafone* ont augmenté de 0,8% à la suite de l'approbation de l'opération. La fusion avait déjà fait l'objet d'un examen au titre du contrôle des investissements étrangers et avait été validée sous réserve de la mise en place d'un comité de sécurité nationale au sein de la nouvelle structure.

## Un accord a été conclu entre le gouvernement et les entreprises télécoms afin de renforcer la protection des personnes vulnérables utilisant des alarmes de sécurité

Le 18 novembre, un [accord gouvernemental avec le secteur des télécommunications a été conclu](#) afin de mieux protéger les personnes vulnérables utilisant des alarmes de sécurité. Les alarmes personnelles sont des boutons de sauvetage connectés aux réseaux téléphoniques et connus sous le nom de « dispositifs de téléassistance ». Elles offrent une assistance à distance à près de 2 millions de citoyens britanniques âgés, handicapés et vulnérables.

À la suite de certains incidents survenus l'année dernière, le Ministre des télécommunications Chris Bryant a demandé aux entreprises télécoms de mettre en place des contrôles stricts de protection avant de transférer les clients des anciennes lignes téléphoniques analogiques vers un réseau numérique, afin de réduire le risque qu'ils soient déconnectés durant l'opération.

Dès lors, les entreprises télécoms devront proposer à leurs clients vulnérables la visite d'un ingénieur, qui testera l'alarme vitale et vérifiera que celle-ci fonctionne aussi sur le réseau numérique, et pas uniquement terrestre. Le Ministre a également demandé aux représentants du secteur d'étendre la puissance des solutions de secours par batterie au -delà du minimum d'une heure actuellement en place, afin de maximiser la résilience de l'outil en cas de coupure. Enfin, les sociétés de téléassistance seront également mobilisées pour garantir le fonctionnement des systèmes lors du passage au réseau numérique.

## Données et intelligence artificielle

### Le gouvernement lance une consultation pour développer un cadre juridique sur l'IA et les droits d'auteur

Le gouvernement britannique vient de lancer une [consultation](#) pour recueillir des avis sur le [développement d'un cadre juridique relatif à l'IA et aux droits d'auteurs](#), qui soutienne à la fois les industries créatives et le secteur de l'IA au Royaume -Uni. Elle porte également sur la manière dont les créateurs peuvent obtenir une licence et être rémunérés pour l'utilisation de leur matériel, et sur la manière de renforcer l'accès des développeurs d'IA à des données de haute qualité, afin de favoriser l'innovation au Royaume-Uni. La consultation propose en outre d'introduire une exception à la loi sur les droits d'auteur pour la formation de l'IA à des fins commerciales, tout en permettant aux titulaires de droits de réserver leurs droits afin qu'ils puissent contrôler l'utilisation de leur contenu. Les développeurs d'IA auraient ainsi une plus grande visibilité sur le matériel qu'ils peuvent ou ne peuvent pas utiliser, mais devront être transparents sur les données utilisées lors de la phase d'entraînement des modèles.

En outre, la consultation aborde d'autres questions émergentes, notamment la protection des droits d'auteur pour les œuvres générées par ordinateur et la question des répliques numériques. Peter Kyle, le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie, considère que ces propositions équilibrées permettront de mettre fin à l'incertitude sur cet enjeu, et ainsi renforcer la compétitivité des industries créatives et de l'écosystème IA britanniques. Cette consultation vise à ce que les industries concernées travaillent ensemble pour déterminer un cadre juridique équilibré. Elle durera 10 semaines et se terminera le 25 février 2025.

## [La deuxième édition du Prix de Manchester, soutenant les innovations pour la décarbonation, a été lancée](#)

Dans le cadre de cette [deuxième édition du Prix de Manchester](#) (*Manchester Prize*), des équipes d'innovateurs, des startups et des entrepreneurs pourront demander un financement pour développer des innovations pour décarboner le réseau énergétique. Afin de faire du Royaume-Uni une superpuissance de l'énergie propre, le gouvernement britannique encourage le développement d'innovations mobilisant l'intelligence artificielle pour répondre au changement climatique. En effet, la thématique choisie par le DSIT pour ce deuxième prix est « l'IA au service des systèmes énergétiques propres ». 10 innovateurs pourront être soutenus, et recevront une enveloppe de 100 000£ pour le développement de leur innovation, tandis que le gagnant recevra 1 M£. Cette initiative a été lancée en parallèle de la COP29, où la thématique de l'utilisation des technologies pour lutter contre le changement climatique a été abordée.

## [La Secrétaire d'Etat britannique à l'économie numérique et à la sécurité en ligne s'est exprimée lors de la Conférence sur l'IA de l'Organisation Mondiale du Commerce](#)

Le 21 novembre dernier, le [Royaume-Uni a participé à la Conférence IA de l'OMC](#). Dans son discours, la Baroness Jones, Secrétaire d'Etat à l'économie numérique et à la sécurité en ligne, a rappelé la stratégie du gouvernement britannique en matière d'IA, qui place la technologie au cœur de son approche pour stimuler l'innovation, créer des emplois, et améliorer les services publics. La Baroness Jones a également mentionné l'excellence académique du Royaume-Uni, et la volonté du gouvernement de collaborer au niveau international pour réaliser ses ambitions dans les domaines du numérique et de la technologie. En accord avec les conclusions du rapport de l'OMC, elle a souligné que l'IA impactera grandement le commerce mondial en permettant à des PME de se digitaliser. De même, l'IA sera aussi un outil commercialisable, légitimant la prise de parole de l'OMC sur la manière dont ces biens et services seront échangés. Enfin, la Secrétaire d'Etat britannique a évoqué les objectifs de développement durable, le Pacte mondial pour le numérique, et les opportunités de l'IA pour répondre à des enjeux tels que l'insécurité alimentaire, les inégalités mondiales, et le changement climatique. La Baroness Jones a conclu sa prise de parole en soulignant l'importance du rapport de l'OMC et de cette Conférence pour lancer les discussions internationales sur les conséquences de l'IA sur le commerce.

## [Le Royaume-Uni annonce la création d'un nouveau laboratoire de recherche sur la sécurité de l'IA lors de la Conférence de l'OTAN sur la cybersécurité](#)

Lors de la [Conférence de l'OTAN sur la cybersécurité](#) qui s'est tenue à Londres fin novembre, le Royaume-Uni a annoncé la [création d'un nouveau laboratoire de recherche sur la sécurité de l'IA](#) (*Laboratory for AI Security Research – LASR*). Ce laboratoire associera des chercheurs britanniques, des agences de renseignement et l'industrie de défense pour renforcer la cyber résilience du Royaume-Uni et soutenir sa croissance.

Il sera doté d'un financement gouvernemental initial d'environ 8 M£, mais l'industrie sera encouragée à investir dans le partenariat pour soutenir les recherches futures. Cette annonce répond à la nécessité pour l'OTAN de conserver une longueur d'avance dans la « course aux armements de l'IA », et de se protéger contre ces nouvelles menaces, notamment dans le domaine du cyber. Au-delà du laboratoire, le Ministre de la Défense britannique a également annoncé le lancement d'un nouveau projet de réponse aux incidents cyber doté d'un budget d'1 M£, visant à partager l'expertise cyber au sein des pays alliés.

## 5 technologies innovantes ont été sélectionnées pour un projet pilote sur la réglementation des dispositifs médicaux utilisant l'IA

L'Agence de régulation des médicaments et des produits de santé britannique (*Medicines & Healthcare products Regulatory Agency*) a [lancé le projet pilote « AI Airlock »](#), afin d'évaluer les réglementations envisageables pour les dispositifs médicaux alimentés par l'IA. L'utilisation de l'intelligence artificielle rend en effet difficile l'évaluation de la sûreté des dispositifs médicaux, car ce dernier évolue au fur et à mesure qu'il apprend (machine learning). Or, ces nouveaux dispositifs médicaux ont le potentiel d'améliorer de manière significative le diagnostic et les soins des patients au sein du NHS. Ainsi, ce projet pilote de la *MHRA* étudiera la meilleure façon de collecter des preuves pouvant être utilisées pour soutenir l'approbation d'un produit, afin d'aider la *MHRA* à mieux comprendre les défis de la réglementation de l'IA dans les dispositifs médicaux. Les 5 technologies innovantes sélectionnées pour l'AI Airlock comprennent des dispositifs médicaux destinés aux patients atteints de cancer et de maladie respiratoires et chroniques, ou nécessitant des services de diagnostic radiologique.

## Cybersécurité

### Le deuxième dialogue Cyber Royaume-Uni – Union européenne s'est tenu les 5 et 6 décembre

Le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont réunis les 5 et 6 décembre à Londres pour la [deuxième édition du dialogue cyber](#). Le R-U était représenté par des fonctionnaires du FCDO (Ministère des affaires étrangères) et du DSIT (Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie), du National Cyber Security Centre (NCSC) et du Home Office, tandis l'UE était représentée par le SEAE et la DG CNECT. D'autres représentants de la Commission et d'agences de l'UE, notamment Europol, et l'ENISA, ont également participé aux discussions. Cet événement s'inscrit dans le cadre de l'accord de commerce et de coopération RU - EU.

L'ordre du jour prévoyait des échanges sur les approches respectives de l'UE et du R-U sur la résilience cyber, sur les technologies sécurisées et l'identité numérique, sur les stratégies de dissuasion contre les cybermenaces, sur la lutte contre la cybercriminalité, y compris les rançongiciels, et sur les compétences. Ont également été évoqués la collaboration avec la communauté cyber pour défendre un cyberspace libre, ouvert, sûr et pacifique, mais aussi le processus de Pall Mall pour lutter contre la prolifération et l'utilisation irresponsable des capacités commerciales de cyber-intrusion. Le R-U et l'UE ont convenu que le prochain dialogue devrait avoir lieu à Bruxelles en 2025.

## Spatial

### Un nouveau radar satellite soutenu par le Royaume-Uni a été lancé dans l'espace

Le 5 décembre, le [radar Sentinel-1C a été lancé](#) dans l'espace depuis la Guyane française, et sera en orbite à 700km au-dessus de la surface terrestre afin de fournir une imagerie continue de la Terre. Ce satellite fait partie du programme européen Copernicus, pour lequel l'Agence spatiale britannique et son industrie sont largement mobilisés. En effet, Airbus Defence and Space basé à Portsmouth a développé le sous-système électronique de l'instrument clé du radar à synthèse d'ouverture (SAR) à bord du satellite, Honeywell UK a travaillé sur le développement du récepteur de la charge utile du système d'identification automatique (AIS), qui sera essentiel pour les capacités de surveillance maritime. En outre, la batterie de Sentinel-1C a été fournie par Enersys ABSL, une entreprise d'Abingdon, près d'Oxford.

### Orbex suspend son projet de construction de port spatial en Ecosse

Le fabricant de fusées anglo-danois *Orbex* suspend le développement de son port spatial dans les Highlands en Ecosse, et déplace ses opérations de lancement sur le site concurrent de *Saxa Vord*, situé sur les Iles Shetland. L'entreprise suspend son projet afin de concentrer ses financements sur le lancement de deux fusées et ainsi répondre à la demande européenne, mais la construction du site devrait reprendre dans les 3 prochaines années. *Orbex* assure que les 10M€ de financement public perçus pour la construction du port spatial écossais n'ont pas été gaspillés car le projet reprendra, et annonce qu'il envisage d'étendre son usine de fabrication de fusée à Forres, ce qui représente un investissement significatif qui bénéficiera à l'économie britannique. Toutefois, les politiques locaux et l'organisme de promotion du développement économique en Ecosse, le *Highlands and Islands Enterprise*, ont exprimé leur déception face à la décision inattendue d'*Orbex*.

## Nouvelles technologies

### L'accord de coopération Royaume-Uni – Danemark signé en avril 2024 a été rendu public

En avril 2024, le Royaume-Uni et le Danemark ont signé un [MoU \(\*Memorandum of Understanding\*\) sur le domaine de la science et des technologies quantiques](#). Cet accord reconnaît l'alignement des stratégies danoises et britanniques pour le secteur, et soutient les objectifs bilatéraux et multilatéraux des deux pays. Ainsi, le R-U et le Danemark se sont engagés à renforcer leur collaboration gouvernementale et universitaire, à œuvrer ensemble à la formation de talents, au développement de débouchés commerciaux, à explorer les opportunités de financement, et à encourager les installations d'entreprises quantiques britanniques au Danemark et inversement. Enfin, ils se sont engagés à partager un leadership en matière de gouvernance responsable des technologies quantiques, et s'engagent dès lors à se soutenir mutuellement pour présider successivement la nouvelle Communauté quantique transatlantique de l'OTAN, et en définir l'orientation. Le MoU rappelle ainsi que le R-U et le Danemark sont des partenaires aux vues similaires, dotés d'écosystèmes quantiques solides et d'une voix commune dans les enceintes multilatérales.

## Ecosystème tech

### Un système d'IA utilisé pour détecter les fraudes aux prestations sociales au Royaume-Uni serait biaisé

Un [système d'IA utilisé par le gouvernement britannique](#) pour détecter les fraudes aux prestations sociales aurait des biais en fonction de l'âge, du handicap, de l'état civil et de la nationalité. Une évaluation interne du programme a révélé qu'il sélectionnait des personnes appartenant à certains groupes plutôt qu'à d'autres lorsqu'il s'agissait de recommander des personnes sur lesquelles enquêter pour détecter d'éventuelles fraudes.

L'information a été révélée dans un document publié par le Ministère du travail, alors que celui-ci avait affirmé cet été que le système d'IA ne posait aucun problème immédiat de discrimination, car la décision finale était toujours prise par un humain. Par ailleurs, le risqué était considéré comme minime au regard des 8 Mds£ de pertes annuelles dues à la fraude. A ce jour, aucune analyse n'a été menée sur les autres critères de discrimination tels que le sexe, l'ethnicité ou l'orientation sexuelle. Cet événement est susceptible de renforcer l'examen de l'utilisation des systèmes d'IA dans les services publics, alors qu'il s'agit d'un axe essentiel de la stratégie numérique du gouvernement travailliste. Peter Kyle, le ministre du DSIT, a rejeté la faute sur le gouvernement précédent, qui n'aurait pas été suffisamment transparent sur l'utilisation de l'IA au sein des ministères.

### Cykel AI développe 2 nouveaux travailleurs numériques autonomes

La startup britannique *Cykel AI* fondée en 2018 et introduite à la bourse de Londres en 2019 a annoncé [développer deux nouveaux travailleurs numériques autonomes](#), qui seront disponibles en 2025. Baptisés « Eve » et « Samson », ces agents dotés d'IA sont respectivement destinés à la vente (gestion automatisée du pipeline de vente, analyse stratégie de vente, gestion de la relation client) et à des tâches d'analyse et de recherche (veille commerciale, analyse concurrentielle, prévision des tendances, synthèse de données, etc.), élargissant ainsi le portefeuille de travailleurs numériques de l'entreprise. Cette annonce intervient seulement deux semaines après le lancement de « Lucy », un partenaire de recrutement et d'acquisition de talents par l'IA, capable d'effectuer des tâches de recrutement et de gestion des communications, sans nécessiter d'intervention humaine.

### Le personnel de l'Alan Turing Institute a exprimé sa défiance à l'égard de l'équipe dirigeante

Une [lettre de défiance à l'égard des dirigeants de l'Alan Turing Institute](#), le prestigieux organisme de recherche dans l'IA, a été signée par 93 employés. Le personnel s'insurge contre la manière dont est dirigé l'Institut, et demande à son conseil d'administration d'intervenir. Les inquiétudes des salariés portent notamment sur les grandes orientations stratégiques, l'absence de progrès réalisés en matière de diversité et d'inclusion, et sur une importante série de licenciements. La lettre fait état d'un déclin catastrophique de la confiance dans le leadership, en raison d'un manque de responsabilité et de transparence. L'Institut a lancé un examen interne comprenant une consultation formelle avec le personnel.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres  
[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard  
Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)